

L'ADDIP Communiqué. Foix, le 29 Janvier 2008

Pyrénées – Mensonges de l'ours : la Coordination pyrénéenne descend du minibus.

Après deux voyages d'étude dans des zones à ours en Espagne et en Italie dont les participants, même parmi les pro-ours, ont reconnu que ces exemples sont « intransposables aux Pyrénées », le ministère de l'Environnement organise un 3^{ème} minibus pour la Slovaquie, pays d'origine de la population actuelle d'ours en France. Non Madame la Ministre ! Ni L'ADDIP ni les associations de sauvegarde du patrimoine pyrénéen n'iront en Slovaquie. Assez de discours angéliques sur la cohabitation avec l'ours de la part de pays sans troupeaux ovins. Assez de rapports de force, comme en Italie, pour obtenir le simple droit de parler à un berger non prévu à votre programme.

Pourquoi ne nous montrez-vous pas les Abruzzes en Italie, où ours et loups sont retrouvés empoisonnés ? Ou l'Autriche, où après 22 naissances la population d'ours est mystérieusement plus basse que celle d'avant les introductions d'ours slovènes ? Nous n'avons encore vu aucun exemple comparable aux Pyrénées : des ours sortis de leur réserve surprotégée, lâchés dans nos territoires immenses, animés d'activités économiques, touristiques, rurales, montagnes exemplaire de biodiversité et de développement. Parce ce modèle idéal de cohabitation n'existe pas !

Nul besoin d'aller en Slovaquie, 10 missions l'ont fait sans que vous ne teniez compte de leurs conclusions. Avant votre départ, lisez donc ce que le ministère slovène de l'environnement ne vous dira pas : il le publie pourtant sur son site internet : [Government of the Republic of Slovenia - Ministry of the Environment and Spatial Planning](http://www.government.gov.si/ministry-of-environment-and-spatial-planning/)

On y parle de stations de nourrissage avec de la viande, de postes d'observations où l'homme approche 70 % des ours, de conflits avec les populations en constante augmentation, d'accidents sur les personnes et de ... la gestion des ours les plus difficiles : « *dans le cas spécifique des conflits en zone rurale des ours ont été enlevés au milieu concerné et transférés dans des zones éloignées et isolées. Mais / au bout de quelques jours les animaux reviennent alors dans leur zone d'origine. Il nous intéresse beaucoup de transférer ces ours dans quelques uns des pays qui ont foi en la population d'ours slovènes.* » Oui c'est bien de la France dont on parle. La France où les extrémistes de l'écologie persistent à réclamer deux nouvelles ourses !

Le 1er Février 2008, l'ASPAP à l'origine du soulèvement populaire pyrénéen de 2006 tiendra son assemblée générale près de Foix. Les inspecteurs montés dans les Pyrénées évaluer le plan ours ont relevé, en public, « que la situation dans les Pyrénées s'était considérablement durcie ces trois dernières années ». Et se sont étonnés que « l'information circule aussi bien d'un bout à l'autre de la chaîne ». Oui Messieurs, « on se parle » dans les Pyrénées, et au-delà. Une délégation Pyrénéenne sera présente à notre assemblée générale. A l'initiative de l'ADDIP, une réunion Asturies/Alpes/Pyrénées aura lieu au printemps autour de l'avenir de nos territoires, de la biodiversité, de l'ensauvagement des espaces et lancera une démarche européenne commune.

Symbole d'unité, la souscription Pyrénées Solidaires a déjà collecté plus de 12.000 € pour les 10 manifestants d'Arbas. Les témoignages de soutien affluent de Français de toutes régions. Leur lucidité sur l'absence de justification écologique à implanter des ours slovènes, leur colère devant ce gaspillage scandaleux de fonds publics, leur attachement au monde paysan pyrénéen et à la liberté et la sécurité en montagne sont un encouragement fort à poursuivre ensemble notre combat. Nos associations pyrénéennes ont recueilli des milliers d'adhésions et continuent à en recevoir.

L'ADDIP et les associations pyrénéennes descendent du minibus. Le pire serait que les Pyrénéens ne se contentent plus du dialogue engagé par leurs associations pour expliquer les raisons de la colère, et décident de régler directement, sur le terrain, le problème des ours slovènes qu'on leur a imposés. Nous faisons tout pour l'éviter, mais l'actualité, et les responsables de ce dossier, semblent s'y employer sans en imaginer les effets. Nous demandons solennellement à l'Etat français de retirer à ceux qui en ont la gestion la responsabilité de ces programmes.

Ci-après : la réalité sur la gestion des ours en Slovaquie, par B. Besche-Commenge